

TAHALIL JOUSSOUR

PRESENTATION

La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.

Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.

La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.

Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social

ou sur le plan politique et de la gouvernance.

Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.

Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :

- Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système;
- Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique.

Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.

Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la

DANS CE NUMÉRO :

PRESENTATION	P. 1
Le virus Covid 19 : une crise qui exacerbe les défis du pays mais paradoxalement elle offre plein d'opportunités	P. 1

Le virus Covid 19 : une crise qui exacerbe les défis du pays mais paradoxalement elle offre plein d'opportunités

Au-delà des drames qui vont toucher de nombreuses familles occasionnant des pertes humaines irremplaçables, la société se doit de secourir (dans les limites de ses capacités mais surtout sans discrimination sociale, régionale ou d'âges) toutes les personnes souffrant de la maladie causée par le covid-19.

La situation sociale est si tendue, les enjeux sociétaux si loin d'avoir été réglés, que des doutes qui pourraient survenir sur la possibilité de prouver qu'il y aura eu « deux poids deux mesures » dans le traitement des tunisiens aura des conséquences dramatiques pouvant accélérer le passage du pays vers une zone encore plus trouble.

Les pouvoirs publics doivent s'assurer qu'une très bonne communication se mette en place pour éviter tout doute du

citoyen moyen sur l'impartialité de l'Etat dans le traitement de tous les malades sans discrimination.

Deux semaines se sont écoulées depuis le commencement de la mise en place des dispositifs exceptionnels en vue d'endiguer la propagation du virus Corona dans notre pays. Ces procédés ont certes réussi à ralentir la cadence de propagation de la maladie mais tous les indicateurs montrent que la victoire n'est pas pour demain ni dans notre pays ni dans le monde.

En effet, la situation actuelle nous renvoie le double constat suivant :

D'un côté, l'évolution de la situation dans le monde indique que :

-Aucun pays dans le monde ne dispose actuellement d'informations complètes et fiables sur le virus et sur son évolution future.

-La seule certitude est que cette crise va prendre du temps. D'ailleurs, le scénario d'une évolution en vagues successives n'est plus exclu.

-Les efforts en matière de recherche de vaccin ou de remède continuent. Leur couronnement ne se fera probablement pas dans le temps court.

- Pour le moment, le confinement demeure apparemment la meilleure politique adoptée pour espérer une inversion de la tendance de la propagation du virus.

De l'autre côté, plusieurs autres éléments indiquent que le temps aura des effets pervers:

-Le confinement est naturellement un comportement anti social notamment quand il est utilisé à l'échelle des groupes, des villes, des nations et de l'humanité. Dans plusieurs pays les signes de lassitude de la population commencent à se manifester. Ces comportements individuels pour la majorité peuvent évoluer vers des agissements collectifs difficiles à endiguer ou à maîtriser.

- L'encouragement du protectionnisme sous toutes ses formes et le repli sur soi des nations aura des retombées très négatives notamment sur les économies extraverties comme la nôtre et mettront en difficulté des secteurs importants de l'économie (tourisme-transport international...)

-Le confinement basé sur les raisons sanitaires de protection et de survie n'est pas obligatoirement perçu de la même manière par tous. Il est indéniable que l'indigence et le besoin occupent une place de choix chez les démunis et ceux vivant dans la précarité. Ces catégories sont condamnées à faire un choix difficile qui peut devenir extrême comme avoir le choix entre mourir de maladie ou mourir de faim. Des réactions individuelles d'insouciance à l'égard du risque sanitaire peuvent évoluer vers des comportements collectifs violents et imprévisibles car animés par la survie face au besoin.

-Les moyens et les capacités dont dispose chaque pays ne sont pas inépuisables. Les denrées alimentaires vont se raréfier suite au ralentissement de l'activité économique ; les moyens financiers notamment ceux de l'Etat vont s'éteindre suite à la cessation de pans entiers de l'activité économique génératrice de revenus et d'impositions. Les impôts et les taxes ne seront plus payés.

En Tunisie, comme ailleurs, la crise a brutalement dévoilé l'état réel et la capacité de l'ensemble de nos sous-systèmes. La santé, l'éducation, l'administration, la logistique... semblent tous inadaptées à la situation actuelle. Pareil pour les crédits de confiance, de patience et de résilience de la population.

L'exacerbation de ces défis et la nécessité de sortie de crise exige l'adoption d'une approche stratégique.

Cette approche doit garder le cap sur l'exigence d'engager des réformes structurelles qui transforment le pays et l'inscrivent dans une dynamique positive, sous la contrainte de la gestion de la crise de Corona. Il serait absolument périlleux d'adopter une stratégie qui inverse l'équation en substituant le combat contre Corona comme élément structurant sous contrainte de la gestion des questions économique, sociales et autres.

Le pays (comme d'autres pays d'ailleurs) a perdu des décennies avant et après la Révolution du fait de cette approche inappropriée qui avait subordonné cette exigence de transformation du pays à la lutte contre un autre ennemi soit le terrorisme. Le résultat est devant nous : exacerbation des inégalités sociales menaçant la stabilité du pays et retard dans le développement économique.

Les dysfonctionnements, l'incertitude et l'instabilité du système international tant politique qu'économique, nous incitent à prévoir une accélération des menaces de tous genres sanitaires, géopolitiques, sécuritaires ; Et il serait alors dangereux de reporter à chaque fois l'engagement de la transformation du pays dans l'espoir d'en finir avec telle ou telle menace.

Dans ce cadre, le confinement ne devrait pas être pensé comme la seule alternative à la propagation du risque sanitaire. Il doit être perçu comme une mesure de court terme débouchant sur une sortie planifiée qui prend en considération l'ensemble des dimensions de la crise et les risques encourus sur la base des spécificités nationales et l'évolution de la situation dans le pays.

Ceci exige des décideurs l'adoption de nouvelles politiques qui reflètent cette vision stratégique et expriment le dépassement de la focalisation sur le risque sanitaire sans pour autant le négliger. Ces nouvelles politiques doivent planifier une reprise calculée de l'activité dans certains secteurs jugés prioritaires.

La priorisation doit prendre en considération les différentes contraintes pesant sur la société et l'Etat ainsi que les perspectives réelles de sauver ces secteurs considérés comme étant des secteurs clés de la réussite de la politique du confinement (Priorité de l'agriculture et des industries agricoles, santé, hygiène, enseignement, sécurité, distribution à domicile, ...)

D'autre part, il faut dès maintenant commencer à mettre en place de nouveaux scénarios alternatifs de confinement. Des scénarios plus adaptés à la réalité économique, sociale, sociétale et culturelle de notre pays.

Les mouvements de foule composés des franges les plus démunies qui se bousculent devant les épiceries et les administrations sans se soucier des risques de contamination, sont un signe qui ne doit pas être pris à la légère dans un pays où 40% de la main d'œuvre en général et particulièrement dans l'informel souffre de la précarité. Ces mouvements peuvent évoluer vers des agissements collectifs violents qui expriment l'exaspération du désespoir d'une deuxième Tunisie délaissée.

Devant une telle situation, il est clair qu'une politique de confinement ciblé semble une piste de solution intéressante à creuser au plus vite. Il va sans dire que parmi les facteurs clés du succès dans cette phase cruciale figure en première ligne la nécessité d'une communication politique crédible et d'un accompagnement pédagogique de la population.

Par ailleurs, l'approche stratégique nous permet de repenser la crise comme une occasion pour actionner une véritable réforme des sous-systèmes bloqués et inadaptés aux défis affrontés.

Dans ce cadre, des choix importants et innovateurs en termes économiques doivent être faits. Ce sont des choix politiques et qui doivent absolument engager les parties prenantes économiques et sociales (Uggtt- Utica- Utap...).

C'est aussi le moment pour donner un coup de pouce à la déconcentration à travers le renforcement des relais de l'Etat dans les différentes régions (gouvernorats, délégations, administrations régionales...) et en vue de la création d'une véritable synergie entre les politiques de l'Etat et celles des collectivités locales.

Une recentralisation poussée comme celle qui commence à se dessiner actuellement est très nocive car elle est exclusive, lourde, lente et inefficace et ne donnera donc aucun fruit. L'administration du territoire est une affaire de tous et la coordination en vue de la création de synergies est la clé de la réussite.

La création des synergies doit s'étaler pour englober la société civile à travers le soutien de l'élan de créativité et de bénévolat chez ses différentes composantes sans chercher à les inféoder. Dans le même cadre, il est intéressant de revisiter l'idée de solidarité nationale et la relancer en vue d'assurer le minimum vital aux plus démunis. Une participation massive et dévouée de la population n'est pas conditionnée par l'exclusivité des instruments et des procédés mis en place par l'Etat mais plutôt par la restauration de la confiance dans l'Etat et ses institutions. Ceci exige des politiques un comportement responsable et exemplaire caractérisé par le dévouement, l'abnégation et débarrassé de toutes intentions d'instrumentalisation ou d'opportunisme. Par ailleurs, la bonne gouvernance des processus mis en place constitue un gage de réussite. Dans ce cadre, la collaboration entre l'Etat, les Collectivités locales et

les composantes de la société civile s'impose.

Cette crise constitue le moment propice pour opter pour un basculement, partiel et progressif, vers le télétravail et ce dans un but d'optimisation des coûts et du temps, d'allègement du transport et des charges des administrations et autres.

Par ailleurs il faut se préparer aux risques générés par des politiques probables de décroissance économique chez nos principaux partenaires économiques. La gestion des conséquences de telles politiques sur nos tissus économique et social, en plus de la crise de Corona, absorbera probablement toutes les énergies et les moyens financiers du pays. Anticiper la conception et la mise en place de politiques appropriées à cette gestion est recommandable pour limiter les dégâts. Mais il serait salutaire d'envisager la conception et le basculement vers un nouveau paradigme de croissance s'inscrivant dans un nouveau modèle de développement

Ces évolutions doivent guider nos scénarios de repositionnement économique. En effet cette crise constitue une opportunité pour consolider et reconfigurer nos relations avec les autres pays notamment les pays du Maghreb et plus particulièrement l'Algérie et la Libye.